

WEYA
Société Anonyme
au capital de 304 419,85 Euros
Siège social : 36, Avenue Pierre Brossolette
92240 MALAKOFF

511 315 046 RCS NANTERRE

RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 17 JUILLET 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale mixte, à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 29 février 2024, conformément aux dispositions de la loi et aux statuts de votre société.

1. ACTIVITE – PERSPECTIVES

Notre niveau d'activité est en net repli, dans la lignée des exercices précédents. Notre société est en grande difficulté financière, le Commissaire aux comptes ayant déclenché la première phase de la procédure d'alerte.

Les derniers contrats de l'activité « travaux » ont pris fin en début d'exercice, il n'y a en conséquence plus de contrats en cours ou de projets pour cette activité.

Cependant, nos filiales RCAC et C3L s'en sortent mieux. RCAC est proche de l'équilibre, tandis que C3L dispose de bonnes perspectives, malgré des pertes.

La société n'a aucune activité de recherche et développement.

La société n'a pas pris de nouvelle participation au cours de cet exercice.

La Société entend poursuivre son objectif de consolider son activité d'exploitation de réseaux de chaleur.

2. ACTIVITE DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES, EN 2023-2024

- SAS CHALEUR DE COSNE COURS SUR LOIRE par sigle C3L :

Capital détenu : 80 %

Exercice clos le 31-12-2023 :

→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 965 383 €

→ Résultat : - 93 686 €

- SAS RCAC (RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE)

Capital détenu : 80 %

Exercice clos le 29-02-2024 :

→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 212 396 €

→ Résultat : - 6 068 €

3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Il ressort les chiffres suivants des comptes de l'exercice clos le 29 février 2024, en comparaison avec ceux de 2022-2023 :

Nous avons enregistré au cours de l'exercice, un chiffre d'affaires hors TVA de 1 728 172 € contre 4 105 230 € en 2022-2023, en baisse de 57,90 %.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 1 866 786 € contre 4 184 757 €, en baisse de 55,39 %.

Les charges d'exploitation représentent 2 349 621 € contre 4 431 231 €.

Les achats de matières premières, marchandises et matériels sont de 655 371 € contre 662 793 € au 28 février 2023.

La charge de sous-traitance est de 483 576 € contre 2 608 722 € l'exercice précédent.

- * les charges externes, hors sous-traitance, totalisent 559 750 € contre 565 160 €.
- * les charges de personnel représentent 307 929 €, contre 378 396 €.
- * la dotation aux amortissements s'élève à 62 033 € contre 61 250 €.
- * une dotation aux provisions a été comptabilisée à hauteur de 274 703 € contre 139 989 €.

Le résultat d'exploitation ressort négatif à 482 835 € contre un résultat négatif de 246 474 €.

Les produits financiers s'élèvent à 32 064 € contre 24 270 € et les charges financières à 287 062 € contre 19 390 €.

Quant au résultat exceptionnel, il ressort positif à 28 922 € contre un résultat positif à 1 250 € en 2022-2023.

L'exercice se solde par une perte nette comptable de 708 910,81 € contre une perte nette comptable de 240 343,56 € au 28 février 2023.

L'application des articles 223 quater et 39-4 du CGI a entraîné la réintégration d'une somme de 5 848 € dans les bénéfices.

L'application des articles 223 quinquies et 39-5 du CGI d'autre part, n'a entraîné aucune réintégration dans les bénéfices.

Au 29 février 2024, le bilan de la société se totalise à 2 482 163 € contre 3 988 542 € en 2022-2023.

Il a été réalisé des investissements pour un montant global de 1 223 €, correspondant à du matériel de bureau et mobilier informatique.

4. AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide de proposer aux actionnaires d'affecter la perte de l'exercice 2023-2024, à savoir 708 910,81 €, au compte « report à nouveau ».

Nous vous rappelons, comme le prescrit la loi, qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois derniers exercices.

5. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

6. ACTIONNARIAT SALARIE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 29 février 2024.

La participation des salariés au capital social est nulle au dernier jour de l'exercice écoulé.

7. SITUATION DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il est précisé que les mandats du Directeur Général et des commissaires aux comptes n'arrivent pas à expiration cette année.

En revanche, les mandats des administrateurs arrivent à expiration cette année. Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler les mandats de Monsieur Pierre BAUX, Monsieur Grégoire DETRAUX, et de la SA EO2, représentée par Monsieur Guillaume POIZAT, pour une durée de 6 années, prenant fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 28 février 2030.

Le mandat de Président du Conseil d'administration de Monsieur Grégoire DETRAUX, par accessoriété, arrivera à expiration. Il sera proposé au Conseil d'administration de procéder à son renouvellement après l'Assemblée Générale Mixte devant statuer sur les comptes du présent exercice.

8. CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

WEYA s'inscrit dans une stratégie d'énergies renouvelables de ses clients en utilisant des matières telles que le bois, la géothermie, le solaire, favorisant l'économie circulaire et le recyclage des déchets.

L'effectif salarié moyen de la société sur l'exercice 2023-2024 ressort à 5 personnes.

9. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Aucune convention, visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce, n'a été conclue au cours de l'exercice clos.

Trois conventions se sont poursuivies normalement au cours de l'exercice, à savoir :

- 1- Convention d'exploitation et de gestion des installations de chaufferie centrale avec la société C3L – Chaleur de Cosne-Cours-sur-Loire
- Autorisée par les Conseils d'administration du 31 août 2017

Cette convention permet à la SA WEYA de maintenir en bon état de fonctionnement les installations qu'elle exploite.

Le Conseil d'administration, après avoir délibéré et constaté que cette convention répond toujours aux critères qui l'avaient conduit à donner initialement son accord à la conclusion de celle-ci, décide à l'unanimité de maintenir l'autorisation antérieurement donnée.

- 2- Convention de mise à disposition à titre gratuit d'éléments de propriété intellectuelle et autres attributs de personnalité morale
- Personnes concernées : Monsieur Grégoire DETRAUX

Conditions : autorisation réciproque d'utiliser les dénominations sociales et logotypes de différentes sociétés du groupe,

Cette convention a été signée le 20 mars 2021 sans autorisation préalable du conseil d'administration de manière à permettre la mutualisation des moyens du groupe.

Le Conseil d'administration, après avoir délibéré et constaté que cette convention répond toujours aux critères qui l'avaient conduit à donner initialement son accord à la conclusion de celle-ci, décide à l'unanimité de maintenir l'autorisation antérieurement donnée.

Votre Commissaire aux comptes en fait état dans son rapport spécial.

10. INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-6 du Code de commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes doivent mentionner, au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2016, pour les fournisseurs et pour les clients, le nombre et le montant total des factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Le tableau regroupant ces informations figure ci-dessous.

11. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes 2023-2024 qui vous sont présentés et que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

12. DISPOSITIONS FINALES

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément. Votre Conseil vous invite maintenant à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à MALAKOFF,
Le 3 juin 2024.

Le Conseil d'administration
Grégoire DETRAUX, Président

**Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice
dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-6)**

Article D. 441.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441.- 2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	55					45	42					89
Montant total des factures concernées <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	321 090	52 951	18 310	4 890	141 487	217 639	197 105	73 837	794	22 423	211 449	308 503
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	19 %	3 %	1 %	0 %	8 %	12 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice <small>(préciser : HT ou TTC)</small>							11 %	4 %	0 %	1 %	12 %	17 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	1						2					
Montant total des factures exclues <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	24 888						25 881					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L. 443-1)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="radio"/> Délais contractuels : sur facture <input checked="" type="radio"/> Délais légaux :						<input type="radio"/> Délais contractuels : sur facture <input checked="" type="radio"/> Délais légaux :					

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	28/02/2020	28/02/2021	28/02/2022	28/02/2023	29/02/2024
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	304 420	304 420	304 420	304 420	304 420
Nbre des actions ordinaires existantes	621 265	621 265	621 265	621 265	621 265
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 659 966	2 976 037	3 917 306	4 105 230	1 728 172
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	52 987	287 303	287 496	77 553	223 350
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	103 540	273 418	436 933	240 344	708 911
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0. 14	0. 46	0. 46	0. 12	0. 36
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0. 17	0. 44	0. 70	0. 39	1. 14
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5	6	6	4	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	12 169	283 638	396 372	279 604	230 633
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	37 374	113 802	124 296	98 792	77 296

WEYA
Société Anonyme
au capital de 304 419,85 Euros
Siège social : 36, Avenue Pierre Brossolette
92240 MALAKOFF

511 315 046 RCS NANTERRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 29 FEVRIER 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes tenus de vous présenter un rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce.

1. CONVENTIONS REGLEMENTEES ENTRE LES MANDATAIRES SOCIAUX OU ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS DE LA SOCIETE ET UNE AUTRE SOCIETE CONTROLEE PAR LA SOCIETE AU SENS DE L'ARTICLE L. 233-3 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons, conformément à l'article L. 225-37-4 alinéa 2° du Code de commerce, qu'aucune convention réglementée n'a été conclue par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société avec une autre société contrôlée par la société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, au cours de cet exercice.

2- LISTE DES ADMINISTRATEURS – MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES AU COURS DE L'EXERCICE 2023-2024

Vous trouverez ci-dessous la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chaque mandataire social durant l'exercice, et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 alinéa 1° du Code de commerce.

Prénom, Nom des administrateurs et du directeur général et des directeurs généraux délégués, le cas échéant	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
Grégoire DETRAUX, administrateur et président du Conseil d'administration	<ul style="list-style-type: none">- SA EO2 : Administrateur- SAS HITZA HITZ : Directeur général- SAS GREENTA : Président- SAS LEV : Président- SAS LE PACTE DE GIENS : Directeur général délégué

Guillaume POIZAT, représentant la SA EO2 administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - SA EO2 : Président Directeur Général - SAS EO2 Auvergne : Président - SAS HITZA HITZ : Président
Pierre BAUX, administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - SAS LEV : Directeur général - SAS REVELEO : Président
Déjan PANKALUJIC Directeur général	Néant

3- ETAT DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL AU COURS DE L'EXERCICE 2023-2024

N° Résolution PV AGM du 07-08-2023	Délibération	Augmentation maximum de capital	Délai de délégation au CA (soit jusqu'au)	Utilisation de la délégation
4e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, à l'effet de procéder ou faire procéder à l'achat par la société de ses propres actions	1 800 000 € (10 % du capital ou 5 % si achat des actions pour les revendre ou les échanger)	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
5e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société	2 500 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
6e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	2 500 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
7e	Autorisation à donner au Conseil de recourir à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en	20 % du capital social par an s'imputant sur le plafond de 2 500 000 € de	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée

	œuvre la 6 ^e résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce	montant nominal et le plafond global de 3 500 000 €		
8 ^e	Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes	2 500 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
9 ^e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, jusqu'à 15 %, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	15 % de l'émission initiale s'imputant sur le plafond individuel de l'émission initiale et sur le plafond global de 3 500 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
10 ^e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des instruments financiers composés de et/ou donnant droit (sur exercice de bons d'émission) à des titres de créances obligataires donnant accès au capital de la Société auxquels sont attachés des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes	2 500 000 € de montant nominal	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
11 ^e	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	3 500 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
12 ^e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société	100 % du capital social	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
13 ^e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la	200 000 € s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée

	Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce			
14 ^e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées	10 % du capital social (ou 30 % si cela concerne l'ensemble des salariés)	38 mois (07-10-2026)	Non utilisée
15 ^e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	10 % du capital social s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	38 mois (07-10-2026)	Non utilisée
16 ^e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants	5 % du capital social s'imputant sur un plafond global de 3 500 000 €	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
17 ^e	Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	Pas de plafond	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée

4. EVOLUTION DU TITRE EN BOURSE

Au titre de l'exercice écoulé, 83 071 titres ont été échangés.
Le titre cotait 1,36 € le 1^{er} mars 2023 et 0,44 € le 29 février 2024.

5. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 29 février 2024, le capital social de 304 419,85 € était divisé en 621 265 actions de 0,49 € de montant nominal chacune.

Au dernier jour de l'exercice, 432 349 avaient la forme nominative et 188 916 étaient au porteur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 223-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que la SA EO2 possède 54,39 % du capital social et 64 % des droits de vote.

6. DISPOSITIONS FINALES

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément.

Fait à MALAKOFF,
Le 3 juin 2024.

Le Conseil d'administration
Grégoire DETRAUX, Président